

PRINCIPAUTÉ DE MONACO

=====

INTERVENTION DE

S.E.M. BERNARD FAUTRIER

MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE

***CHARGÉ DE LA COOPERATION INTERNATIONALE
POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT***

=====

SIXIEME CONFERENCE DES PARTIES

A LA CONVENTION

SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

=====

LA HAYE

DU 13 AU 24 NOVEMBRE 2000

=====

En ratifiant la Convention Cadre sur les Changements Climatiques, les pays s'étaient engagés, il y a maintenant près de 10 ans, à maintenir en l'an 2000 leurs émissions de gaz à effet de Serre au niveau qui était le leur en 1990. Force est de constater que cet objectif ne sera pas respecté et que l'augmentation des émissions s'est même généralisée. Les pays les plus avancés qui devaient montrer l'exemple éprouvent, pour la plupart, et c'est le cas de la Principauté de Monaco, les plus grandes difficultés pour respecter l'objectif qu'ils s'étaient fixé.

La Convention ne représente cependant qu'une première étape, qui devrait être dépassée lors de l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto.

En ce sens, le succès de cette 6^{ème} Conférence des Parties est à plus d'un titre crucial, car il faut désormais, en édictant des règles simples et applicables par tous, nous doter des outils permettant la mise en œuvre du Protocole de Kyoto et assurer le respect des engagements des pays. Cet objectif, doit impérativement être atteint car un échec prouverait l'inaptitude des Etats à tenir concrètement les engagements pris sur une question fondamentale pour l'avenir de la planète.

Bien que la Principauté de Monaco soit un petit pays dont la part dans les émissions globales de Gaz à effet de Serre est infime, en adhérant à la Convention Cadre sur les Changements Climatiques et plus tard en signant le Protocole de Kyoto, mon pays s'est engagé à participer à l'effort mondial de leur réduction. Si Monaco peut être considéré comme un cas particulier du fait de l'exiguïté de son territoire et de l'extrême urbanisation de celui-ci, son cas est révélateur de la grande difficulté qu'éprouvent les petits pays développés, pour réduire leurs émissions, d'autant qu'elles sont, pour bien des origines, des émissions tributaires de leurs voisins.

Cela ne doit cependant pas occulter les nombreuses initiatives et les efforts entrepris chez nous et notamment :

■ *L'incitation à modérer l'accroissement de la part des émissions dues au transport par :*

- *Le développement d'une politique volontariste des déplacements urbains incitant aux transports en commun et facilitant les déplacements piétonniers.*
- *La promotion des véhicules électriques et du carburant plus propre.*

■ *L'interdiction de sources énergétiques polluantes pour le chauffage des nouveaux bâtiments.*

■ *Et l'amélioration constante de nos installations de traitement des déchets et leur valorisation énergétique.*

En plus de ces initiatives au niveau national, la Principauté de Monaco a entrepris des démarches en vue de participer aux mécanismes de flexibilités prévus par le Protocole de Kyoto. La coopération avec des pays non Annexe I, à travers la participation à des projets de Mécanisme pour un Développement Propre, représente, en effet, l'une des voies qui sera suivie par mon pays pour respecter ses objectifs.

Il est, sur ce point important, de préciser que la participation des Pays Annexe I à ces mécanismes et en particulier au Mécanisme de Développement Propre devra se faire en fonction de la valeur écologique du projet et non en fonction de sa rentabilité en terme de droits d'émissions car le risque est désormais grand de voir ces mécanismes se détourner de leur mission d'origine qui était de permettre aux pays non Annexe I de se développer proprement.

Par ailleurs, mon pays participe aussi, sur une base bilatérale, à des actions de protection et de régénérations de couverts forestiers, comme au Liban ou en Bulgarie, accroissant les puits des gaz qui nous préoccupent.

Le frein à l'engagement politique que pouvait constituer, il y a encore quelques années, l'incertitude sur les causes de la variation du climat, ne se justifie plus au vu des avancées scientifiques et techniques qui permettent d'identifier de plus en plus clairement les interactions entre les activités humaines et le climat. Il convient désormais de proposer des solutions pour nous permettre d'assurer enfin un développement propre et respectueux de l'environnement. La recherche sur ce point doit être encouragée pour permettre l'utilisation d'énergies renouvelables ou non polluantes à un coût concurrentiel à celui des énergies fossiles et socialement acceptable, car une grande partie du succès de la Convention en dépend.

Monsieur le Président,

Monaco assure pour une année la présidence de la Commission Méditerranéenne du Développement Durable, qui s'est réunie à Tunis voici quelques jours, et regroupe sur un pied d'égalité les Etats riverains de la Méditerranée et la Commission Européenne, ainsi que des représentants des collectivités locales des activités économiques et des Organisations Non Gouvernementales. La Commission m'a prié d'être son porte parole auprès de cette Conférence pour faire part de ses préoccupations sur les conséquences possibles des changements climatiques sur l'environnement Méditerranéen et les ressources naturelles déjà limitées et fragiles, en particulier en matière de ressources en eau, de désertification, d'érosion côtière ainsi que les impacts sur les deltas et de ce qu'elle a proposé aux pays riverains de la Méditerranée, de prendre les initiatives nécessaires afin de mettre en œuvre les objectifs et les engagements pris dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques et du Protocole de Kyoto et de charger le Plan d'Action pour la Méditerranée de s'engager dans ce processus dans la perspective de la septième Conférence des Parties (Marrakech 2001).

Monsieur le Président, le Climat change et il est désormais grand temps que les Etats s'engagent sur la voie de la durabilité qui passe par la mise en œuvre du Protocole de Kyoto.

Je vous remercie.